



Gérard LE GRAND
Rédacteur en chef

Voici pour notre rentrée, le n° 10, paraissant sous notre nouveau titre Gestion et Finances Publiques - La Revue.

Cette transformation rendue nécessaire, on le sait, par la création de la DGFIP en avril 2008, s'est opérée sans difficultés particulières. Néanmoins, nos engagements éditoriaux d'entretenir systématiquement une rubrique fiscale et d'ouvrir beaucoup plus sur " l'européen " ou l'international ont entraîné quelques tensions de programmation inévitables.

Notre lectorat semble apprécier les changements intervenus même si, qualité des auteurs, actualité et volume des articles, importance de la pagination, typographie et mise en page, ne sont pas de la plus grande aisance à concilier. Pour s'assurer de la fidélité de nos lecteurs et pour susciter une augmentation future, indispensable, du nombre de nos abonnés, une enquête de satisfaction structurée sera lancée au début de l'année 2010, ce qui nous permettra d'effectuer, selon toute vraisemblance, les corrections ou les inflexions qui s'imposeraient.

Attirons simplement l'attention sur le fait que vouloir suivre l'actualité, sans rester superficiel, demande beaucoup de vigilance, d'efforts et de persévérance compte tenu des grandes transformations qui innervent la sphère publique française : mise en œuvre de la LOLF, loi de programmation triennale des finances publiques, RGPP, restructuration des services territoriaux de l'Etat, réformes hospitalière et universitaire, nouvelle mouture du Code des marchés publics, plan de relance ainsi que conjoncture économique et financière préoccupante, remboursements anticipés du FCTVA, sans oublier la mise en place programmée de la DGFIP dans toutes ses dimensions avec ses nouvelles unités opérationnelles comme avec la redéfinition de ses missions et de ses moyens ainsi que les interrogations sur la réforme de la Cour, de la CDBF, des chambres régionales des comptes...

Nous avons pu maintenir le principe de numéros centrés qui ont engendré un intérêt manifeste : Transports publics en février, Opérateurs publics en mars-avril, analyses économiques et financières accompagnant les PPP en juillet dernier. De même, nous annonçons que, pour novembre, nous publierons un numéro spécial dédié aux relations financières et fiscales entre Etat et collectivités territoriales ; il a été structuré grâce au concours d'un comité ad hoc composé de magistrats financiers, d'universitaires, de hauts responsables de la DGCL et de la DGFIP. On espère que le calendrier législatif de la réforme des collectivités locales sera respecté de façon à intégrer les ultimes décisions notamment en matière fiscale.

Notre programmation éditoriale pour les mois à venir s'esquisse très correctement, ce qui, nous l'estimons, devrait conduire notre campagne d'abonnement ou de réabonnement en cours, au succès attendu.